

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

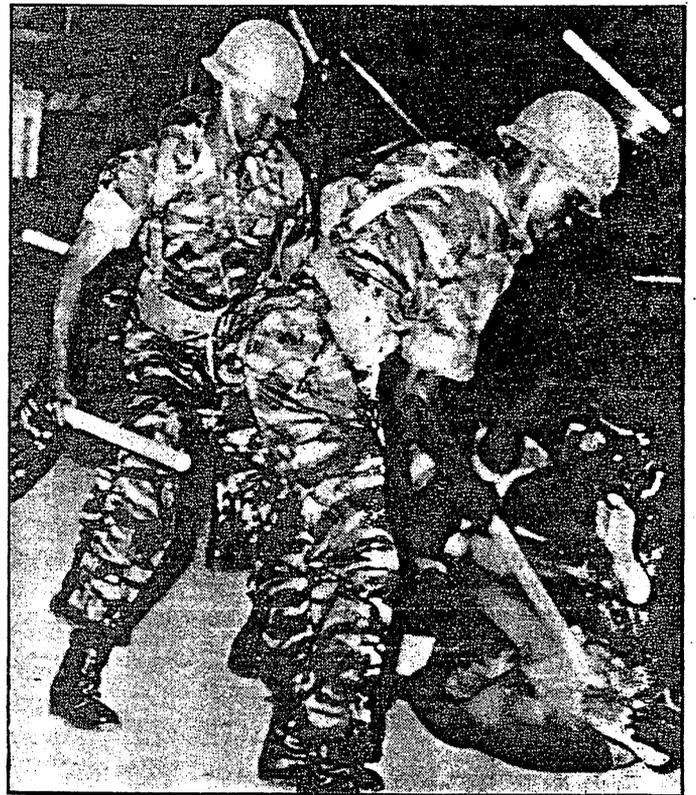
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 94 - 23 mars 1981 - PRIX : 1 F

COTE
d'IVOIRE

46

personnes
assassinées
par les
gendarmes



VOIR LE
SOMMAIRE AU
VERSO

LA PARTIE
VISIBLE D'UNE
PRATIQUE QUOTIDIENNE

Sommaire

Page 2/3/4

Côte d'Ivoire:

- Editorial
- Qui aura la palme de l'ignoble ?
- Un régime qui cultive la xénophobie.
- Sous prétexte de s'en prendre aux hauts salaires

Page 5

Mauritanie: une bataille de cliques rivales pour le pouvoir.

Page 6

Mali: règlements de comptes au sommet de l'Etat.

Page 7

Elections centrafricaines: une mascarade pour l'opinion internationale.

Page 8

Madagascar: le retour de Monja Jaona...

Page 9

la démocratie à la sauce de l'AESNF

Page 10

l'armée française en Afrique: dernier rempart des régimes branlants.

Page 11

Quand les rapaces parlent d'aide ...

abonnements-

FRANCE : 1 an

-pli ouvert : 12 F

-pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à Combat Ouvrier
BP 145, 75 023 Paris Cedex

en spécifiant :

" pour le PAT "

* * * * *

Régler si possible les abonnements en timbres postaux.

éditorial

COTE D'IVOIRE : 46 PERSONNES ASSASSINEES PAR LES GENDARMES :
== LA PARTIE VISIBLE D'UNE PRATIQUE QUOTIDIENNE ==

Le 6 mars dernier, 46 personnes sont mortes asphyxiées dans une cellule de prison de la gendarmerie d'Agban, banlieue d'Abidjan. Dans une pièce mal aérée qui était prévue pour 5 ou 6 personnes, les gendarmes en ont enfermés 53. Sept personnes ont survécu parce qu'elles se trouvaient près du trou d'aération.

Les gendarmes ont d'abord tenté de faire passer les cadavres pour des soldats morts en manoeuvres. En fait une enquête a établi que ces victimes sont des ghanéens. Selon les autorités ils étaient en situation irrégulière. Ils ont été arrêtés au cours d'une rafle organisée par la gendarmerie, soi-disant pour lutter contre le banditisme.

Ainsi ce crime aura contribué à montrer ce qui n'est pas étalé habituellement en Côte d'Ivoire. Le côté jardin c'est le luxe étalé par les riches, des building modernes au Plateau et à Cocody ...etc. Par contre le côté cour c'est comme dans tous les pays dictatoriaux : la misère pour la majorité de la population, le mépris pour ceux qui ne possèdent pas grand chose, les rafles de la police dans les quartiers comme Treichville, et pire encore pour ceux qui sont considérés comme étrangers.

Oui, ce qui s'est passé dans la prison d'Agban est ignoble et révoltant. Mais nous savons tous que c'est régulièrement et un peu partout en Côte d'Ivoire que les policiers exercent leurs quatre volontés impunément.

Cette fois-ci l'affaire est trop grosse pour passer inaperçue. Elle s'est ébruitée au niveau international, alors Houphouët s'est senti obligé de désavouer ses gendarmes. Il a déclaré que des mesures seront prises contre les responsables de ces crimes.

Il est possible que des sanctions soient prises contre quelques soldats ou officiers. Il n'est cependant pas exclu qu'il enterrer l'affaire après l'avoir fait traîner. Mais combien d'autres crimes de ce genre passent inaperçus ?

En Côte d'Ivoire, comme dans les autres pays africains, la société est profondément injuste. Une minorité de parasites vit dans l'opulence tirée de l'exploitation de millions de gens vivant dans la misère. La police, la gendarmerie, et les forces armées en général, sont là pour remplir le rôle ignoble de protéger cet ordre social-là.

Plus les injustices sont grandes dans la société et plus on leur donne de droits supplémentaires de faire ce qu'ils veulent, jusqu'au droit de vie et de mort sur les petites gens.

Mais les policiers ne sont que les bras armés, les mercenaires de base. Au-dessus d'eux il y a leurs supérieurs, comme Houphouët et ses hauts fonctionnaires à la tête de l'Etat. Et plus au-dessus encore il y a ceux pour qui tout cela est fait : ce sont les bourgeois, qu'ils soient ivoiriens ou français. Ceux-là ne se salissent pas les mains. Ils préfèrent palper les millions et laisser les plus sales besognes aux dirigeants de l'Etat et leurs chiens de garde.

QUI AURA LA PALME DE L'IGNOBLE ?

Les présidents du Ghana (pays d'origine des victimes), du Nigéria, du Niger, du Sénégal, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Bénin et de la Haute-Volta, ont envoyé leurs ambassadeurs auprès de Houphouët.

L'ambassadeur de la Haute-Volta a parlé au nom de tous pour lui apporter, comme il le dit : "notre soutien, notre solidarité, notre sympathie à la suite des événements qui viennent de se produire".

Houphouët n'a pas osé approuver officiellement ses sbires, les présidents voisins l'ont fait à sa place.

CÔTE D'IVOIRE: un régime qui cultive la xénophobie

Après les dahoméens et les nagos du Nigéria aux lendemains de l'indépendance, les mauritaniens en Avril 80, la communauté ghanéenne vivant en Côte d'Ivoire vient de connaître à son tour les méfaits de la xénophobie, que nos gouvernants n'hésitent pas à utiliser quand leur régime connaît des difficultés.

En effet au cours de la 1^{ère} semaine du mois de Mars, 46 ghanéens mouraient asphyxiés dans un camp de gendarmerie, en Côte d'Ivoire. Comme il fallait s'y attendre, devant le scandale, Houphouët a publiquement exprimé des regrets et aurait exigé une enquête. En tout cas on peut dès maintenant prévoir la suite de cette enquête, si jamais elle avait lieu. Les victimes des gendarmes d'Houphouët ne sont-ils pas présentés comme des trafiquants de drogue? Les réactions indignées d'Houphouët ne pourront pas non plus masquer l'hypocrisie des autorités ivoiriennes. Car les mauvais traitements que les gendarmes et autres militaires font subir à ceux qui leur passent entre les mains ne sont un secret pour personne en Côte d'Ivoire.

C'est par la répression brutale que Ouassénan Koné, ministre de la sécurité intérieure a obtenu ses galons de Général de gendarmerie. Les camps d'Agban et d'Akouédo, dans la banlieue d'Abidjan sont tristement célèbres sur le plan de la répression. D'ailleurs ce sont ces camps qui abritent les brigades de militaires et de gendarmes spécialement formés au Togo et réputés pour la répression dans les villes. Que 46 personnes soient mortes dans des conditions atroces dans un de ces camps n'est donc pas fait pour surprendre.

Certes, du fait de la relative stabilité du régime d'Houphouët et de la situation favorable du pays, tant sur le plan de certaines richesses naturelles que des débouchés sur la mer, la Côte d'Ivoire a bénéficié jusqu'à ces derniers temps, d'un afflux de capitaux impérialistes. Le pays a ainsi, par rapport à ses voisins, connu un relatif développement. Ce qui ne s'est pas fait sans le cortège de maux qui caractérisent le système capitaliste. La criminalité et la délinquance juvénile connaissent à Abidjan, par exemple, un des taux les plus élevés d'Afrique Noire.

Alors, incapable de mener une politique sérieuse contre le banditisme que le système engendre, la seule politique que les autorités connaissent, c'est les opérations coup de poing qui se résument en fait à la chasse aux étrangers accusés de tous les maux. Pas un jour en effet ne passe sans que "Fraternité Matin", le journal gouvernemental, ne développe une propagande xénophobe contre les voltaïques, les maliens ou les ghanéens. Y a-t-il un vol dans un quartier? Ce sont les voltaïques qui sont accusés. A-t-on arrêté un groupe de trafiquants de drogue? Comme par hasard le chef de bande est ghanéen ou voltaïque. C'est du moins ce qui ressort dans le journal. Comme si le banditisme n'était que la spécialité des étrangers.

Selon les chiffres officiels, les étrangers formeraient le quart de la population totale de la Côte d'Ivoire. Comme si ce mot avait un sens en Afrique. Dans le département

de l'Est, par exemple, des familles entières se trouvent partagées entre le Ghana et la Côte d'Ivoire à causes des frontières arbitrairement tracées par le colonialisme. De chaque côté de la frontière les gens parlent la même langue, et il n'est pas rare de voir des ivoiriens aller régler leurs problèmes de famille au Ghana.

La distinction entre étrangers et nationaux est bien commode pour le régime. Pour la bonne marche des entreprises capitalistes, il a besoin d'une main d'oeuvre à bon marché et ne jouissant pratiquement d'aucun droit. Pour cela, il fait appel aux voltaïques, aux maliens ...etc, que la faim a chassé de chez eux. Et c'est eux qui héritent des travaux les plus pénibles et aussi les plus mal payés. C'est aussi la fraction de la population qui est la première touchée en cas de crise.

Actuellement le régime d'Houphouët connaît des difficultés liées à la crise qui touche l'ensemble du monde capitaliste. Les travailleurs auxquels il s'en prend d'abord, ce sont les soi-disant étrangers. Alors, sous des prétextes aussi fallacieux que la lutte contre le banditisme, sa police, ses gendarmes, organisent la chasse et vont jusqu'à l'assassinat de gens dont le seul tort est d'être allé dans un endroit où ils avaient plus de chances de ne pas mourir de faim.

Pour détourner l'attention des populations des vrais responsables des difficultés actuelles, le régime d'Houphouët n'hésite pas à s'appuyer sur les instincts les plus bas des populations, quitte au besoin à donner l'exemple. S'il y a lieu de parler d'étrangers en Côte d'Ivoire, c'est bien à propos d'Houphouët et de la bande de parasites qui l'entoure. Ils ont bâti leur pouvoir sur les préjugés les plus bas des populations. Pour se maintenir ils continuent à jouer sur les mêmes préjugés. Ce sont ces étrangers-là que tous les travailleurs de Côte d'Ivoire, qu'ils soient ghanéens ou voltaïques, maliens ou ivoiriens, doivent chasser en s'unissant.

* * * * *

COTE D'IVOIRE : SOUS PRETEXTE DE S'EN
PRENDRE AUX HAUTS SALAIRES ...

Houphouët Boigny a annoncé tout récemment qu'il allait réduire les salaires dans les entreprises para-publiques de 50 à 60 % sous prétexte qu'ils y sont plus élevés que dans le secteur public. Mais cette décision a provoqué un tel remous chez les salariés concernés qu'il a été obligé de changer de ton. Maintenant il parle hypocritement de ne s'attaquer qu'à ceux qui touchent des salaires élevés.

Il cite l'exemple d'un directeur qui gagne 2 800 000 francs CFA. Mais en même temps qu'il dénonce ce qu'il appelle haut salaire, il a omis de dire lui-même combien de millions il gagne par mois.

Bien sûr qu'il n'est pas normal qu'il y ait des directeurs et des hauts fonctionnaires qui gagnent des millions par mois pendant que les ouvriers et les employés eux gagnent des salaires de misère. Mais ce n'est pas cela le plus révoltant dans ce système capitaliste. Ce qui est plus révoltant c'est le fait qu'il existe une petite minorité de gens qui exploitent les travailleurs et les paysans pauvres en se remplissant les poches pendant que ces derniers meurent presque de faim.

A eux, bien sûr que Houphouët ne dit rien car lui-même fait partie de ces exploiters par le biais de ses plantations et ses actions dans certaines entreprises.

D'ailleurs on peut parier que si Houphouët passait des paroles aux actes pour réduire les salaires, ce ne sont pas ces hauts fonctionnaires qui pompent dans les caisses de l'Etat qui seront touchés par ces mesures. Ce sont surtout les petites gens, ouvriers, employés qui risqueront de payer cher s'ils ne luttent pas pour empêcher ces décisions inadmissibles.

* * * * *

MAURITANIE : une bataille de cliques rivales pour le pouvoir

Le régime mauritanien vient d'échapper à un putsch organisé par d'anciens officiers de l'armée. Des combats ont eu lieu le 16 mars à Nouackchott autour de la présidence, du bâtiment abritant le Premier Ministre et de celui de la radio.

A la tête du coup d'Etat échoué se trouvaient les lieutenant-colonels Mohamed Bah Ould Abdel Kader et Amed Salem Ould Sidi, tous deux anciens membres du Comité Militaire, issu du coup d'Etat de Juillet 1978 contre Ould Daddah. Egalement membres de l'AMD (Alliance pour la Mauritanie Démocratique) - organisation d'opposition - ces deux officiers étaient entrés en dissidence et poursuivis par le régime de Haïdallah.

Kader s'était réfugié au Maroc et fonda en 1979 le " Front des Officiers Libres ". Ce qui lui a valu la condamnation à mort par contumace. Les autorités mauritaniennes accusent le roi Hassan II d'avoir participé au putsch en aidant ces deux officiers. Elles accusent aussi Giscard d'être dans le coup. Ces deux accusations ont été démenties d'un côté et d'autre.

Cependant, il n'est pas impossible que le régime chérifien y soit pour quelque chose ne serait-ce qu'en laissant les mains libres au colonel Kader. Ce dernier est parti de Rabat où il était en exil, avec armes et bagages pour destituer l'actuel régime qui n'épouse pas les visées de Hassan II. Depuis la chute d'Ould Daddah, les militaires, qui se sont succédés au pouvoir, notamment ceux qui y sont actuellement, ont plutôt pris position en faveur du Polisario face au voisin marocain menaçant d'envahir la Mauritanie. Même si le Maroc est plus puissant que la Mauritanie, cette puissance n'est que relative face aux attaques constantes du Polisario, dorénavant orientées contre lui tout seul.

Hassan II préférerait avoir la Mauritanie de son côté plutôt que du côté du Polisario. Il n'est donc pas étonnant que dans ce contexte l'appareil d'Etat mauritanien subisse des tiraillements tantôt vers Hassan II tantôt contre lui. Il n'est pas rare de voir des ministres ou des officiers nommés à des postes gouvernementaux subitement écartés ou tout simplement condamnés pour " trahison " ou pour " complot ". L'armée elle-même n'est qu'un regroupement de cliques rivales chacune ambitionnant d'éliminer l'autre. Preuve en est la cascade de coups d'Etat ayant, depuis 1978 portés successivement au pouvoir les lieutenant-colonels Moustaffa Ould Saleck, Ahmed Ould Bousseif, Mouhamed Ould Louly et Khonna Ould Haïdallah.

Cette situation risque de continuer encore et elle peut contribuer à rendre l'Etat mauritanien encore plus faible, plus instable, plus fissuré et miné de l'intérieur même de ses instances dirigeantes. Toujours est-il que les militaires au pouvoir profitent de cette situation pour faire croire à la population que si les choses ne vont pas bien dans le pays c'est la faute au Maroc. Ils ont promis avant ces derniers événements qu'ils passeront le pouvoir aux civils et qu'ils instaureront un " régime parlementaire islamique " avec plusieurs partis politiques après un référendum.

La population mauritanienne n'a rien vu de cette " libéralisation " tant vantée à la radio et dans les journaux. Bien au contraire, ceux qui osent exprimer leurs opinions sont emprisonnés ou obligés de s'exiler. Le régime actuel peut prendre prétexte de cette tentative de coup d'Etat pour réprimer encore plus les opposants et faire subir à la population des conditions de vie encore plus difficiles.

Car ceux qui font les frais de cette situation, ce sont en premier lieu ceux qui n'y sont pour rien, c'est à dire la grande majorité de la population.

M A L I

REGLEMENTS DE COMPTES AU SOMMET DE L'ETAT

Le régime de Moussa Traoré vient de condamner à mort trois sous-officiers de la gendarmerie la semaine dernière à Bamako. Ce sont : Abdou Karim Sissoko, Aladji Djiré et Sékou Sonogo. Ils sont accusés d'avoir tenté d'assassiner Traoré et de renverser son régime.

La cour spéciale de sûreté de l'Etat a condamné aussi d'autres gendarmes et civils : Abdou Belem, 5 ans de travaux forcés et Alassane Seck, 5 ans de prison ferme. Parmi les condamnés figure également une femme accusée d'avoir financé le sacrifice demandé par le féticheur. La liste des condamnés dans cette affaire est longue.

Au début, Traoré voulait minimiser l'affaire en disant qu'il ne s'agissait pas d'une tentative de coup d'Etat mais d'une tentative d'assassinat du président. Bien malin qui fera la différence entre ces deux actes.

Ce coup d'Etat manqué est un de plus parmi d'autres. Le régime est haï par la population car il ne sert à rien d'autre qu'à opprimer et exploiter les pauvres gens. Mais il est tellement arbitraire que même en son propre sein il n'y a pas d'autres possibilités de changements que les coups d'Etat. Les tentatives sont devenues périodiques. A tel point que actuellement les prisons comme Kidal sont presque remplies de gens condamnés à mort ou aux travaux forcés pour tentatives de coup d'Etat. Et apparemment cela ne décourage pas les autres candidats.

Jusqu'à présent Moussa Traoré a déjoué tous les complots et éliminé des rivaux comme Karim Dembellé, l'ancien sanguinaire Tiecoro Bagayoko et tout récemment les gendarmes qui menaçaient de le renverser. Mais il est bien évident qu'un jour il finira par tomber.

Bien sûr il ne s'agit pas pour nous de soutenir les gendarmes condamnés. Car même si ces derniers étaient arrivés à renverser le régime ils n'auraient pas eu autre chose à mettre à la place qu'une dictature militaire.

Mais le simple fait de voir Moussa Traoré à la place de ceux qui ont fait les frais de sa propre dictature serait une consolation pour l'ensemble de la population. Consolation maigre tout de même car le véritable changement ne pourra voir le jour que si c'est la population elle-même qui se charge de balayer ce régime pourri.



élections centrafricaines

une mascarade pour l'opinion internationale

Le 15 mars dernier, des élections présidentielles se sont déroulées en Centrafrique. Cinq candidats étaient en présence. David Dacko, président sortant, Ange Patassé, Abel Goumba, Henri Maïdou et François Péhoua.

Comme il fallait s'y attendre, Dacko a été élu, mais avec 50,28 % des voix, contre 38,11 % à son principal adversaire Ange Patassé. Depuis la proclamation des résultats, des manifestations violentes ont éclaté un peu partout dans le pays. A l'heure où nous écrivons, l'état de siège serait proclamé à Bangui où, selon les informations, la situation reste tendue entre l'armée de Dacko et une importante partie de la population qui conteste les résultats.

Malgré les nombreuses magouilles telles que le bourrage des urnes, et malgré l'utilisation intense de tout l'appareil d'Etat, Dacko n'a obtenu que le strict minimum des voix pour être élu. Signe que, contrairement à ce qu'il aurait voulu faire croire, Dacko n'est pas aussi populaire qu'il voudrait paraître. Mais comment en serait-il autrement ?

Président de la République de 1960 à 1965, Dacko avait été chassé du pouvoir par Bokassa avec l'aide de l'impérialisme français. Devenu conseiller de l'ancien empereur, il a été réinstallé comme président en septembre 1979 par l'impérialisme français. Les circonstances de son arrivée au pouvoir -il a été débarqué à l'aéroport de Bangui dans les soutes à bagages des paras français expédiés par Giscard- n'ont pas arrangé sa popularité auprès des populations.

Sur le plan international il est surtout connu comme le président installé par l'impérialisme. La présence de nombreux conseillers français dans tous les rouages importants de l'appareil d'Etat est significative à cet égard.

Tout porte à croire que Dacko a organisé cette mascarade électorale sous la pression de l'impérialisme français, pour donner un aspect plus reluisant à son régime. Mais en fait de légitimité, le protégé de Giscard n'a fait que mettre à nu la réalité du pouvoir en Centrafrique. Un régime sans assise, contesté, qui ne tient que par la présence armée de la France.

Mais si Dacko n'a rien d'un personnage reluisant, ses adversaires non plus ne valent pas mieux. Patassé et Maïdou sont deux anciens ministres de Bokassa ; ce qui constitue une référence quant à leur état de service. Péhoua a été, lui, directeur de la Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC). Quant à Goumba il a déjà servi comme chef de gouvernement sous Boganda. A l'époque il avait choisi Dacko comme ministre.

Il est d'ailleurs significatif que dans leur propagande les concurrents aient préféré parler le moins possible des compromissions des uns et des autres avec Bokassa.

Autant dire qu'à ces élections, présentées comme les plus démocratiques que la Centrafrique ait connues, les populations n'avaient que le choix entre trois anciens complices de Bokassa et deux politiciens de la même eau.

Alors, démocratie ? Pour tous ces requins de la politique peut-être ! En tout cas le démenti à toute cette mascarade est venu de la rue.

MADAGASCAR: le retour de Monja Jaona au bercail gouvernemental

Le 10 Mars à la suite de Radio Madagascar les journaux malgaches ont annoncé le retour du Monima (parti de Monja Jaona) au FNDR (Front National de Défense de la Révolution), c'est à dire son allégeance à Ratsiraka qui en est le chef. Même si la nouvelle n'a pas été confirmée par Monja Jaona lui-même, il semble qu'il y ait eu un accord entre lui et Ratsiraka.

En effet après avoir appelé à la grève générale et soutenu les grèves et les manifestations de Février dernier, Monja Jaona vient de les condamner. Rappelons que la répression gouvernementale avait fait 5 morts officiellement.

Après avoir été arbitrairement détenu par le gouvernement, soi-disant pour le protéger contre un assassinat, Monja Jaona vient d'être libéré et pourra bientôt faire partie des cinq autres leaders de partis qui soutiennent Ratsiraka.

En réalité cela n'est pas nouveau. Le Monima a déjà fait partie du FNDR en 1976/77. A l'époque il s'est rallié au régime et l'a renforcé pendant des mois, soi-disant parce qu'il craignait le retour d'un régime des partisans de Tsiranana et qu'il ne fallait donc pas destabiliser celui de Ratsiraka.

Aujourd'hui, après s'être écarté du gouvernement en Juin 1977, le Monima semble donc s'en rapprocher pour les mêmes raisons. Le tout étant arrosé de profession de foi sur la révolution. Les révolutionnaires ce sont ceux qui entr'ailleurs, expliquent aux exploités qu'ils doivent "destabiliser" les régimes dictatoriaux en mettant en avant leurs propres revendications et leurs propres solutions.

Il faut croire que à ceux qui l'écoutent - en majorité des petits paysans et des travailleurs - Monja Jaona n'a pas d'autre alternative à proposer que Ratsiraka ou les partisans de l'ancien régime. Bien sûr Monja Jaona émet quelques réserves vis-à-vis de Ratsiraka mais ses ralliements montrent qu'il n'a pas de programme différent du nationalisme de Ratsiraka et qu'il estime que tout compte fait ses idées sont représentées par ce dernier.

IMMIGRATION

la démocratie à la sauce de l'AESNF

L'Association des Etudiants et Stagiaires Nigériens en France (AESNF), tenait le 21 mars à Paris un meeting d'information sur la situation politique et économique au Niger.

A ce meeting la direction de l'AESNF a interdit à nos camarades de vendre notre journal "Le Pouvoir aux Travailleurs" et leur a refusé un temps de parole, choses accordées à des représentants d'autres organisations.

A ce refus, il y a une raison politique : notre courant s'affirme trotskyste. A cela s'ajoute une raison sociale. Comme l'a laissé échapper un membre du bureau : "Vous n'avez pas à intervenir ici car c'est un meeting de la jeunesse alors que vous, vous représentez une organisation de travailleurs".

Bien évidemment ce genre de petites manoeuvres un peu dérisoires ne nous empêcheront pas de nous exprimer. Mais cette attitude est significative de la part des dirigeants de cette association qui prétendent combattre le régime réactionnaire du Niger qui interdit les partis et baillonne la presse.

D'un côté ils énoncent des phrases sur la démocratie et de l'autre ils agissent comme les dictateurs d'Afrique qui n'autorisent à s'exprimer que ceux qui sont d'accord avec eux.

Pour le moment les dirigeants de cette association ont le pouvoir dans une salle d'étudiants, mais cela donne une idée de ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir au Niger.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

L'ARMÉE FRANÇAISE } DERNIER RAMPART EN AFRIQUE } DES REGIMES BRANLANTS

Au début du mois de mars, des manoeuvres militaires associant des troupes françaises aux troupes ivoiriennes se sont déroulées dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Comme en pareil cas, ces manoeuvres ont mobilisé d'importants moyens, tant humains que techniques.

Ces manoeuvres franco-ivoiriennes ne sont bien sûr pas une nouveauté. Régulièrement la France organise de concert avec la plupart de ses valets africains ce genre de manoeuvres. Parmi les plus récentes on peut citer celles de Sokodé au Togo, et aussi les manoeuvres franco-sénégalaises.

Selon les organisateurs, ces manoeuvres "s'inscrivent dans le cadre de l'entraînement des troupes pour la destruction d'éléments motorisés ennemis" et sont destinées à rendre "plus efficaces" les prochaines interventions militaires françaises en Afrique. Bel aveu de l'impérialisme en effet.

Ces manoeuvres peuvent peut-être rassurer quelques valets qui brandissent l'épouvantail libyen. En tout cas, tout comme la présence des troupes françaises dans de nombreux pays africains - 4 000 à Djibouti, 1 500 en Centrafrique, plus de 1 000 au Sénégal, 800 au Gabon ...etc, selon des chiffres récents- elles ont pour but aussi d'intimider les populations, de les dissuader de se révolter contre les dictateurs qui leur ont été imposés ; elles ont pour but de préparer une éventuelle intervention contre ces populations.

Seulement, si les populations africaines se révoltent contre les dictateurs en place et décident de se battre, ce ne sont pas les troupes impérialistes, même associées aux armées nationales, qui les en empêcheront.



+ +
! FAIS CIRCULER CE JOURNAL. CE SERA UNE MANIERE DE !
! LE SOUTENIR !
! ET SI LES IDEES REVOLUTIONNAIRES T'INTERESSENT, !
! N'HESITE PAS A PRENDRE CONTACT AVEC NOS MILITANTS. !
! !

QUAND LES RAPACES

PARLENT D'AIDE SANITAIRE à l'AFRIQUE

En Mars dernier, le journal " Le Monde " a révélé qu'un accord secret a été conclu, il y a 9 mois, entre les grandes puissances capitalistes réunies dans le cadre de l'ACDA (Action Concertée pour le Développement de l'Afrique). La répartition des domaines d'influence a été faite comme suit :

- Grande Bretagne : chemins de fer du Zimbabwe et du Mozambique, et routes au Soudan
- Belgique : routes en Afrique Centrale
- Allemagne : chemins de fer en Afrique Australe et Orientale
- France : projets d'irrigation au Niger et au Sénégal
- U S A : recherches sur le développement rural, amélioration de la santé publique

C'est en quelque sorte une deuxième version des accords de 1885 à Berlin où les puissances impérialistes s'étaient partagées l'Afrique comme un gâteau. Mais depuis la 2^{ème} guerre mondiale il y eu un nouveau venu dans le concert des rapaces impérialistes : les USA . Alors il y a eu une nouvelle distribution de cartes. Dans un cas comme dans l'autre, on n'a pas demandé leur avis aux premiers concernés, les africains. C'est l'attribution du secteur de la santé aux USA qui a provoqué le plus de réactions d'indignation dans le milieu des politiciens et des hommes d'affaires français. Le directeur de l'Institut Pasteur (qui a 5 filiales en Afrique) a déclaré : " je ne peux pas croire que le gouvernement français fasse une chose aussi légère que d'ouvrir aux américains le marché africain des sérums et des vaccins (...) ". Pour le directeur de l'Institut Merieux (une autre firme de produits pharmaceutiques) : " cette concurrence américaine va nous compliquer la vie ". En 1980 l'Institut Merieux a eu un chiffre d'affaire de 2milliards FCFA en Afrique. Ces phrases sont froidement révélatrices de ce qui est la coopération des pays capitalistes avec l'Afrique : quand les dirigeants français parlent de s'occuper de la santé de l'Afrique ils ont d'abord en vue les intérêts financiers des capitalistes.

Peu leur importe le reste. En Afrique un million d'enfants meurent chaque année de paludisme à cause de l'absence ou cherté de comprimé ordinaire qu'est la ni-vaquine. Des millions de personnes souffrent de la tuberculose , de la bilharziose, la lèpre, de l'onchocercose...etc...

Dans ce monde dominé par la loi du capitalisme, tout comme des millions de personnes meurent de faim au milieu de la surproduction, d'autres meurent de maladies dont les moyens de guérison existent bel et bien.

Tout récemment encore la firme Rhône Poulenc a trouvé un médicament pour traiter la bilharziose. Mais comme elle a jugé que la production n'en est rentable, elle a classé le brevet, et donc interdit aux pays africains ou à d'autres firmes d'utiliser le procédé, car la formule est une propriété privée de Rhône Poulenc.

Pour l'impérialisme, tant en ce qui concerne la santé, que l'agriculture ou l'irrigation en Afrique, ce qui compte, ce sont les profits. Tous les discours sur " l'aide ", " la coopération ", " le développement " ne sont que des phrases hypocrites destinées aux discours officiels.

* * * * * * * * * *
* * * * * * * * * *
* * * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.